



LA VIGIE

JOURNAL DE DÉMOCRATIE SOCIALE

DES ILES SAINT-PIERRE & MIQUELON

ABONNEMENTS:

Saint-Pierre. — un an. . . . 9 fr. 00
Union postale. — un an. . . . 12 fr. 00

Direction : SAINT-PIERRE

Rue Jacques-Cartier

INSERTIONS:

Une à six lignes. 3 fr. 00
Réclames. 0 fr. 50
Faits divers. 1 fr. 00

Aux Saint-Pierrais

Aux armateurs

Aux membres de la chambre de commerce

Aux patrons pêcheurs

Aux marins

La Vigie se fait un pénible devoir de vous offrir en entier la fameuse interpellation rentrée du commis-voyeur en socialisme d'exportation PAUL CONSTANS.

Elle ne supprimera rien de l'incomparable discours-mélodrame du « Pipelet des Bancs de Terre-Neuve »

Pendant près de deux heures ce colonial d'opérette a parlé de vieilles histoires qu'il ne connaissait même pas. Et les pavés d'ours qu'il lançait, allaient s'amorceler sur les banquettes vides de la Chambre.

Des attaques qu'il a lancées contre M. Lé-gasse nous n'en dirons rien, sinon que ce dernier les méprise tellement qu'il n'a pas hésité à les livrer à la publicité dans ce journal pour que tout le monde puisse juger et de leur valeur et de leur bonne foi et de leur portée.

Mais quels peuvent être les pauvres de cœur et d'esprit qui ont expédié M. Paul Constans à la tribune pour lui faire raconter que nos armateurs ressemblent à des négriers, que nos marins sont regardés comme du bétail humain et nourris de débris de morue et d'alcool, que nos patrons de pêche sont les domestiques de l'armateur et les ennemis de leurs hommes et que la chambre de commerce en établissant le prix moyen de la morue vole les marins ?

Voilà pourtant ce qui a été vomé contre notre pauvre pays à la Chambre par le grand ami et protecteur de l'« Action laïque » — celui-là même dont certains journaux locaux nous menaçaient jadis. —

Devant de telles infamies débitées au Parlement, notre population toute entière aurait dû frémir d'indignation et tous les Saint-Pierrais, sans distinction d'opinion ou de parti, auraient dû flétrir un pareil langage si humiliant pour nous tous.

Le Réveil Saint-Pierrais s'est contenté simplement d'estropier ce triste discours en se gardant bien de publier les passages insultants pour les armateurs, les patrons, les marins ou la Chambre de Commerce elle-même. Il a même remercié M. Constans. . . .

Au dessus de nos divisions intestines, il y a pourtant l'armateur, le marin la colonie elle-même. Ils ont droit d'être respectés partout, et nous tenons à dire, pour notre part, que si M. Paul Constans peut passer en la circonstance pour un naïf malaisant il n'en est pas moins vrai que les gens qui l'ont si mal renseigné et si mal documenté ont fait une bien vilaine besogne.

C'est simplement pour le déclarer que la Vigie paraît aujourd'hui.

Question Constans

SÉANCE DU 20 FÉVRIER

M. Paul Constans. (Allier) Mon interpellation ayant un objet tout particulier, je me réserve, d'accord avec M. le ministre des colonies, de développer cette interpellation au cours de la discussion du chapitre 22 du budget du ministre des colonies concernant la subvention au budget local de Saint-Pierre et Miquelon.

M. le président Ce ne sera pas alors sous forme d'interpellation, car il n'est pas possible de développer une interpellation sur des chapitres du budget. Vous pourrez, si vous le voulez, poser une question à M. le ministre, mais elle ne pourra pas être sanctionnée par un ordre du jour.

SÉANCE DU 25 FÉVRIER

M. le président. « Chap. 22. — Subvention au budget local de St-Pierre et Miquelon, 80.000 fr. »

La parole est à M. Paul Constans.

M. Paul Constans (Allier). Messieurs, le 15 septembre dernier, j'écrivais à M. le ministre des colonies pour l'informer que je tenais à l'interpeller sur certains scandales de l'administration de Saint-Pierre et Miquelon. Depuis, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour rendre cette interpellation inutile. Je croyais y avoir réussi en partie, et j'aurais évité avec beaucoup de satisfaction à la Chambre de passer quelques instants de plus à la discussion du ministère des colonies. J'ai dû n'y pas renoncer définitivement, bien que ce ne soit plus sous forme d'interpellation que j'interviens. Je me serais dispensé volontiers de retenir l'attention de la Chambre s'il ne s'était élevé, de la part de certaines personnes intéressées à supprimer mon intervention, des affirmations audacieuses, si des menaces, des injures ne m'avaient été adressées, dès l'annonce de l'interpellation, par des gens qui ne m'avaient jamais vu, qui ne me connaissaient pas. J'ai été traité de forban dans le journal la VIGIE, organe d'un gros capitaliste de Saint-Pierre et Miquelon, parce que, je le répète, j'avais annoncé mon interpellation.

M. de Baudry d'Asson. Vous n'êtes pourtant pas un crocheteur d'église, et fort heureusement pour vous, mon cher collègue. (Très bien ! très ! à droite. — Rumeurs à gauche.)

M. Paul Constans Nous avons l'habitude de nous élever contre certaines expéditions coloniales, parce que nous savons que trop souvent ces colonies ne servent que de terrain d'exploitation et de rapine pour quelques coteries financières : mais ici, il ne s'agit même pas d'une de ces conquêtes coloniales faites en pays nègre, il s'agit d'une espèce de prolongement de la côte bretonne, car St-Pierre et Miquelon constituent plutôt une sous-préfecture française de la métropole qu'une colonie. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Je crois que le mal que je vais signaler provient beaucoup plus de la situation anormale qui lui est faite par son administration que des faits en eux-mêmes.

Dans la situation actuelle qui a été rappelée par M. Le Hérisse, cette malheureuse colonie a été divisée en deux partis bien distincts ; cela pendant longtemps, indépendamment de tout événement politique : ceux qui ont été installés, grâce à l'influence d'argent d'un homme, et ceux qui ont résisté, qui n'ont pas voulu se laisser enrôler dans le service de cette même personnalité et en constituent le parti de l'opposition.

Quelle est la population de Saint-Pierre et Miquelon ? Cette population est composée de gens qui

se livrent à l'industrie de la pêche ; ce sont des marins, des personnes occupées à l'exportation d'alcools français. Une des ressources principales pour les pêcheurs est la prime de 20 fr. accordée par chaque quintal de morue exporté par les pêcheurs français.

Il y a dans cette colonie un homme qui, avec sa famille a réussi à mettre la main sur tous les pouvoirs politiques en y faisant nommer à son gré dans toutes les administrations les fonctionnaires de son choix, pour pouvoir les diriger à sa guise. Si j'ajoute en même temps que cet homme est tout puissant par sa fortune, parce qu'il est un des plus gros armateurs de l'île et que, de plus, il est le seul banquier du pays, vous jugerez immédiatement que, à Saint-Pierre et Miquelon, le maître de la situation économique, aussi bien que de la situation administrative, c'est toujours lui et rien que lui.

Sa banque, d'ailleurs, fonctionne d'une façon bizarre, parce qu'il n'y a pas d'encaisse métallique ; le crédit fonctionne par de simples billets à ordre que délivre cette banque et avec lesquels s'exercent les transactions du commerce local.

M. le rapporteur nous signale une situation lamentable : en 1902 il y avait 208 goélettes qui ont été armées avec 3.925 marins ; en 1905, il n'y avait plus que 101 goélettes montées par 1.900 marins. Les recettes des douanes et des taxes de consommation ont été, en 1902 respectivement, 207.790 fr. et 105.178, et elles n'ont plus été, en 1905, que de 115.000 fr. pour les droits de douane et 65.000 fr. pour les taxes de consommation.

Je pourrais également citer la regression de l'octroi de mer et vous verriez qu'à l'heure actuelle on ne prévoit plus de ce chef que 35.000 fr. pour le budget de 1905. Tandis que cet octroi de mer avait donné en 1902, 79.636 ; en 1904 le budget de cette colonie s'est soldé par un déficit de 70.003 fr. Il ne reste plus que 44.995 francs.

En dehors des causes naturelles, en dehors des mauvaises années de pêche, il est incontestable que cette situation économique est aggravée du fait du monopole exclusif ou à peu près du représentant de la colonie, du capitaliste de la colonie, sur tout le pouvoir de cette région.

M. le ministre actuel des colonies a semblé comprendre ce qu'il y avait de grave dans cet état de chose ; c'est une des raisons pour lesquelles j'aurais voulu pouvoir m'abstenir. Cependant, je dois dire qu'il a résisté pendant très longtemps ; malgré sa bonne volonté, malgré l'énergie qu'il est décidé à montrer en vue de modifier de fâcheuses pratiques, il a résisté parce qu'il a été très longtemps mal renseigné par les gouverneurs eux-mêmes.

Il y a eu, autrefois, jusqu'en 1900, si je ne me trompe, une administration régulière, équitable, honnête : c'était l'administration de M. Sarray. Puis est venu M. Jullien, M. Jullien avant de quitter Paris pour aller prendre son poste, était déjà conquis aux intérêts et à l'influence de la personnalité à laquelle je fais allusion. Dès qu'il est arrivé là-bas, il s'est immiscé dans une affaire judiciaire extrêmement grave, dans laquelle il n'avait rien à voir.

Il avait été commis une fraude évidente, considérable, qui devait être frappée par une amende de 60.000 fr. Le chef du service des douanes, qui était un commis de première classe faisant fonctions de vérificateur adjoint, et qui avait pris à cœur de faire son service, de défendre les intérêts financiers de la colonie, avait saisi le Jules-Jean-Baptiste avec sa cargaison de morue anglaise, déclarée comme française pour toucher la prime de 20 fr. par quintal.

Intervention de M. Jullien et finalement prescription, par suite de l'inertie imposée à la justice. Cette main-mise sur l'action judiciaire a coûté 60.000 fr. à la colonie ; elle a, de plus, permis au grand armateur de continuer ses pratiques, les-



quelles sont signalées avec force détails et renseignements précis dans une plainte qui a été communiquée au ministère des colonies, il y a déjà plusieurs mois.

Cette fraude se pratique dans des conditions extraordinaires : on charge les rogues avec un peu de morue et l'on fait une déclaration, qui ne concorde nullement avec le chargement. Longtemps le consul français d'Halifax ne vérifia pas les chargements ; il s'en rapportait à la déclaration. Il y avait cependant parfois une différence de 500 ou 600 quintaux : l'armateur recevait une prime de 20 fr. par quintal et réalisait ainsi d'énormes bénéfices. Il s'est encore passé, au détriment des intérêts du Trésor français, un fait inouï qui doit également être signalé. Au moment de la terrible catastrophe qui a endeuillée la France entière, je veux parler de l'éruption de la Martinique, M. Jullien, gouverneur, a reçu l'ordre d'envoyer d'urgence 2.000 quintaux de morue pour venir en aide aux sinistrés, qui manquaient de toute nourriture. La chambre de commerce, consultée, informa le gouverneur que la morue valait à ce moment, sur la place de St-Pierre et Miquelon, 22 fr. 50 et qu'il n'avait qu'à annoncer les besoins du Gouvernement français pour trouver immédiatement la quantité de morue indispensable à ce prix de 22 fr. 50 le quintal. On fit venir l'armateur en question, ami du gouverneur, grand maître de la colonie et, sans adjudication, de gré à gré, sous le manteau de la cheminée, on traita avec lui pour 2.000 quintaux de morue à 30 fr. au lieu de 22 fr. 50, ce qui lui donnait, sans compter les autres bénéfices, un boni de 15.000 fr. (*Exclamations*)

Je pourrais multiplier les exemples et montrer combien cette colonie est mise en exploitation réglée par cet homme qui a mis la main non seulement sur les intérêts économiques, mais encore sur l'administration de la justice.

Je passe rapidement et j'arrive aux élections qui ont eu lieu pour la nomination du délégué, car, il faut le dire, ce grand armateur est en même temps délégué au conseil supérieur des colonies. Il s'était présenté contre lui un candidat : c'était M. Delmont, avocat très honorable, actuellement inscrit à la cour de Paris. M. Delmont était donc candidat contre le délégué sortant : il y eut des injures, des calomnies, qui malheureusement constituent aujourd'hui la monnaie courante des campagnes électorales. M. Delmont poursuivit les personnes qui l'avaient injurié et diffamé : parmi ces personnes se trouvait l'autre candidat, M. Légasse.

M. Sazie, procureur de la République à ce moment, fut appelé par M. Jullien qui lui demanda de vouloir bien traiter avec beaucoup de bienveillance les accusés contre lesquels des plaintes avaient été déposées et contre qui il allait requérir. M. Sazie répondit au gouverneur qu'il ferait son devoir sans haine, mais aussi sans faiblesse, et en toute justice. Il essaya même, pour éviter une condamnation, qui est une suite regrettable à tout conflit, parce qu'elle laisse toujours subsister des haines et des récriminations nouvelles, il essaya dis-je, d'obtenir des inculpés quelques excuses quelques regrets pour les actes commis. Au lieu de recevoir des excuses, il ne se trouva qu'en face d'hommes qui ne firent qu'aggraver, par insolences, l'acte blâmable dont ils s'étaient rendus coupables. Ils furent condamnés et la juridiction d'appel à laquelle ils s'adressèrent augmenta même certaines condamnations.

Dès cet instant, M. Sazie, procureur de la République, ne pouvait plus rester à Saint-Pierre et Miquelon ; il fut rappelé en France sans aucune explication et sans que jamais une enquête ait fait connaître le motif de cette mesure.

Permettez moi à ce sujet de vous lire, comme je le ferai pour d'autres questions, un passage très court d'un rapport de M. Arnaud, inspecteur des colonies. Au cours de la discussion de ce budget il a été adressé des éloges mérités à ces fonctionnaires qui font honorablement leur devoir d'inspecteurs. J'ajoute que, avant de renvoyer M. Sazie en France, on l'avait suspendu ; mais on fut obligé de rapporter l'arrêt de suspension, parce que cela empêchait l'administration de la justice.

M. Arnaud s'exprime ainsi :

« L'arrêt suspendant M. Sazie était motivé par des raisons d'ordre politique et violait le principe inscrit dans l'article 28 de l'ordonnance du 18 septembre 1874. M. Jullien avait excédé ses pouvoirs en s'immiscant dans plusieurs affaires qui étaient de la compétence des tribunaux. »

Voilà une opinion qui n'est pas suspecte ; elle ne s'inspire nullement d'intérêts politiques et cela vous donne la preuve absolue de l'exactitude des faits et même de l'appréciation que j'apporte à cette tribune.

Après M. Jullien vient un autre gouverneur M. Cousturier ; sa nomination date du 8 novembre 1904. Immédiatement après la nomination de ce fonctionnaire, La Dépêche Coloniale publiait de lui un programme qui était l'exacte réalisation des desirs de la même personnalité qui est maîtresse de l'île.

On a creusé à ce moment ce qu'on appelle le barachois et pour cette dépense, qui a nécessité un emprunt de 500.000 fr. dans l'annuité est de 41.000 fr. on a fait un travail qui est uniquement profitable aux intérêts de M. Légasse.

Il est inutile de cacher plus longtemps son nom puisque les allusions que j'ai faites sont assez transparentes pour que tout le monde le reconnaisse. Ce travail a donné une plus-value de plus de 35.000 fr. à son port.

Quelques temps avant est survenue l'incendie de l'église de St-Pierre et Miquelon. Pour reconstruire l'église, M. Jullien voulait faire faire un emprunt de 300.000 fr. Cette proposition fut combattue par M. Delmont.

M. Jullien dut se sauver sous les huées, précisément parce que M. Delmont avait montré combien les propositions que faisait le gouverneur étaient déplorables pour les intérêts économiques et financiers de la colonie.

M. Cousturier continua la bonne tradition du précédent gouverneur et au moment où le conseil municipal élu, contrairement à l'opinion de M. Légasse, délégué au conseil supérieur des colonies, refusait de faire une dépense considérable pour construire l'église, bien qu'il consentit à accorder une subvention, M. Cousturier dissolvait le conseil municipal, en violation de la loi de 1854, sans motiver en aucune façon cette dissolution.

Pour arriver à ses fins, tout fut mis en œuvre. On demanda à la métropole un secours de 20.000 fr. pour venir en aide aux marins malheureux. Sur la demande de M. le ministre des colonies actuel, cette somme devait être distribuée qu'après les élections municipales. Or, le gouverneur, de sa propre autorité, donna au président de la commission, qui était en même temps président du conseil de fabrique, l'autorisation de distribuer des bons la veille des élections municipales ; tout cela, bien entendu, toujours au nom du délégué du conseil supérieur, en même temps gros armateur de Saint-Pierre et Miquelon.

M. César Trouin. Et frère de l'évêque.

M. Paul Constans (Allier). On distribuait des bons de linges, des bons de nourriture, etc., etc. Vous supposez bien qu'en ne pouvait pas distribuer des mandats. C'est été une opération irrégulière qui n'aurait pas pu être acceptée : on distribuait des bons qui servaient à faire des achats chez des commerçants, tous sous la dépendance du délégué et ces commerçants se sont fait rembourser, après les élections, les fournitures qu'ils avaient faites pour aider à la réussite, au triomphe d'un conseil municipal composé exclusivement des créatures de M. Légasse.

Survint une affaire extrêmement grave qui touchait également aux intérêts de la justice.

La maison Jolivet se trouva arrêtée par une faillite. Il résultait d'une instruction qui inculpait M. Jolivet, qu'une personnalité de l'île était à son tour coupable ou paraissait complice de ce que l'on reprochait à M. Jolivet, au sujet d'une escroquerie.

Le procureur de la République requit l'arrestation de M. Jolivet et du personnage compromis ; M. Jolivet put se sauver, mais l'autre fut arrêté.

A la suite de cette arrestation, nouvelle intervention du gouverneur auprès du pouvoir judiciaire. Le personnage compromis fut mis en liberté, mais ce n'était pas suffisant : il fallait que M. Michas le magistrat coupable d'avoir strictement appliqué la loi en toute égalité, fut frappé. M. Michas fut également rappelé sans explication, sans qu'aucune plainte fût déposée, sans que rien pût justifier la disgrâce dont il était l'objet.

Je suis allé, il y a quelque temps, voir M. le ministre des colonies dans son cabinet ; je lui ai fait part de l'émotion que ces mesures provoquaient parmi tous les fonctionnaires qui appartaient de l'honnêteté dans l'exercice de leurs fonctions, je lui ai montré l'iniquité qu'il y avait à frapper des gens envoyés dans nos colonies pour représenter la France, pour y administrer avec justice et équité. Il me fut répondu à ce moment que, véritablement, M. Michas avait été trop zélé, qu'il était allé trop loin et qu'il n'aurait pas dû ordonner cette arrestation-là, ajoutant que ce serait le seul fonctionnaire rappelé.

Je ne veux pas utiliser tous les documents que j'ai entre les mains, parce que mon intervention prendrait des proportions peu en rapport avec l'importance de St-Pierre et Miquelon. Il me suffit de vous dire que j'ai entre les mains des preuves formelles, indéniables, irréfutables, que M. Michas a été frappé uniquement parce qu'il avait fait son devoir, mais qu'en le faisant il atteignait encore les intérêts de la même personnalité. Et la preuve, c'est qu'au sujet de l'affaire Jolivet M. l'inspecteur Arnaud s'exprime ainsi : « L'intervention de la maison Légasse dans cette affaire prouve, ce qui n'est pas douteux, que ces commerçants ne reculent pas devant des procédés peu scrupuleux. »

Voici encore un autre fait :

La place de capitaine de port étant devenue vacante, le délégué au conseil supérieur des colonies a fait nommer immédiatement une de ses créatures un de ses anciens associés, qui était resté son débiteur. Or, c'est le capitaine de port qui fait des expertises lorsqu'il y a des pertes de bateaux.

Je ne veux pas entrer plus avant dans les détails. Je ne veux pas mettre en cause des personnalités qui sont en dehors du débat. Il me suffira, je crois, de vous avoir signalé ce fait pour que vous soyez comme moi convaincu que M. Légasse est le maître absolu de l'île et que tous les intérêts convergent vers son coffre-fort.

Un autre fait touche directement à l'administration, et c'est par là que je vais terminer : Il s'agit du contrat postal. Ici également je veux vous apporter non pas des affirmations quelconques, mais l'opinion de l'inspecteur des colonies qui a apprécié ce contrat.

Voici comment s'exprime M. Arnaud, inspecteur des colonies : « Si j'avais été gouverneur intérimaire à l'époque de la passation du contrat postal, je n'aurais pas manqué de faire appel à la concurrence. Il y a eu surprise, c'est certain. Il ne suffisait pas de publier dans le *Journal officiel* local cette cause énigmatique : « Lesdites offres devront autant que possible se rapporter aux conditions stipulées dans le cahier des charges particulier à cette entreprise. » (*Journal officiel* du 21 juin 1902.)

« La hâte avec laquelle a été passé le traité du 13 juillet 1902 démontre que M. Légasse avait savamment ourdi des manœuvres. La lettre dans la

quelle étaient formulées ses propositions est typique à cet égard. M. Légasse y demande une réponse immédiate. Il y a été fait droit, alors qu'il n'y avait rien de pressant et qu'on avait le choix d'autres combinaisons. »

Voilà comment était conclu le traité qui accorde une subvention de 100.000 fr. pour faire le service postal entre Saint-Pierre et Miquelon et Sydney. Ce service a été assuré pendant longtemps avec un bateau qui ne jaugeait que 150 tonneaux net et sur lequel se sont embarqués jusqu'à cent quinze passagers, alors qu'il n'était outillé que pour recevoir environ seize passagers de cabine et vingt-cinq passagers de pont.

Pour que M. le délégué au conseil supérieur de la colonie ait pu réussir à tenir l'île sous sa domination il lui a fallu un aide, et cet aide, il l'a trouvé admirablement dans son frère, M. l'abbé Légasse, qu'il a fait nommé supérieur ecclésiastique de la colonie.

Ce supérieur ecclésiastique a parfait la besogne d'influence que M. Légasse lui-même ne pouvait réaliser complètement. Il s'est opposé là-bas, notamment, à l'application des mesures de laïcisation qui avaient été prescrites par le ministre.

On a argué et on a voulu prouver que cette laïcisation était arrêtée uniquement parce que les finances de la colonie s'y opposaient, parce qu'il fallait faire des économies.

Il est au contraire prouvé par des chiffres officiels qu'il aurait suffi de 2.800 fr. de supplément de dépenses pour laïciser les écoles des filles. Or savez-vous ce qu'on a fait ? On a rétabli un nouveau poste de vicaire à 3.000 fr., somme qui permettait largement de faire la laïcisation qui ne coûterait que le répète, d'après les avis officiels, que 2.800 fr. et l'on va créer encore, si cela n'est déjà fait, un nouveau poste de vicaire à 3.000 fr.

M. le ministre des colonies. Pas du tout !

M. Paul Constans. Je vous crois, monsieur ; mais le nouveau poste de 3.000 fr. qui a été créé fait supporter au budget local de la colonie une dépense supérieure à celle qu'aurait exigée cette laïcisation.

M. le ministre des colonies. Ce poste va être supprimé par application de la loi de séparation ainsi que le supérieur apostolique.

M. Suchetet. La laïcisation a donné lieu à de vives protestations que je tiens à constater ici. M. Paul Constant je suis heureux que notre collègue M. Suchetet me rappelle un point de mes observations que j'oubliais, en ce qui concerne la laïcisation.

A Saint-Pierre et Miquelon, il s'est fondé un cercle d'action laïque. Ce cercle a fait des démarches auprès du ministère des colonies pour que la loi fut appliquée là-bas comme en France.

M. Lagrosillière, contre lequel, à l'heure même où je parle, s'exerce une persécution abominable, à la tête de laquelle se trouve notre gouverneur, M. Angoulvant lui-même, secondé par le délégué au conseil supérieur des colonies et le curé son frère M. Lagrosillière a été rendu responsable de l'ordre de la laïcisation comme président du cercle, aussi, lorsque tout dernièrement il est entré à Saint-Pierre, il a été attaqué chez lui et s'il n'avait pas eu assez de sang-froid pour se défendre contre cette espèce d'émeute, je ne sais pas le sort qui lui aurait été réservé.

Le gouverneur, qui savait parfaitement d'où venaient les excitations, qui connaissait ce qu'il y avait d'injuste à rendre M. Lagrosillière responsable de la laïcisation, alors qu'elle n'était que le résultat d'une loi votée depuis longtemps, le gouverneur s'est abstenue de toute action ; il a fallu, qu'il en ait requis avec insistance pour qu'il se décidât à agir et à défendre la vie de M. Lagrosillière.

Vous pourriez me dire : Comment se fait-il que le délégué au conseil supérieur des colonies ait pu tenir en échec toute l'action administrative de Saint-Pierre et Miquelon ? Comment se fait-il que le ministre des colonies n'ait pas agi d'une façon vigoureuse pour défendre les fonctionnaires républicains ?

Tout s'expliquera lorsque je vous dirai que l'audace du délégué au conseil supérieur est telle qu'il n'a pas craint, tout en faisant là-bas une guerre à ce cercle d'action laïque, tout en soutenant énergiquement les intérêts du clergé dans les colonies, de venir à Paris solliciter l'appui de collègues républicains radicaux que leur opinion politique aurait dû tenir tout à fait en dehors de la sphère d'influence de M. Légasse et pour soumettre au ministre des colonies les réclamations, non pas de l'administration, mais de M. Légasse.

C'est ce qui explique que pendant longtemps, — et nous avons le ferme espoir que cela aura une fin — M. le ministre des colonies se soit montré réfractaire aux indications que nous lui donnions : il était renseigné lui-même d'une façon inexacte par des hommes en qui normalement il devait avoir confiance. Ces hommes ont peut-être été trompés, je le suppose ; pendant longtemps cette influence a persisté, elle a eu des effets désastreux précisément à cause des interventions politiques contraires aux intérêts politiques que M. le ministre doit défendre dans la colonie et que M. Légasse avait obtenues pour soutenir sa cause politique et économique.

J'ai signalé des résultats économiques, je pourrais les rapprocher de la situation qui vous a été décrite par l'honorable rapporteur et vous en montreriez la gravité qui s'accroît tous les jours. A cette situation il y a des causes aujourd'hui trop connues. Mais il y a mieux. Tous les fonctionnaires qui ont voulu défendre les intérêts financiers du budget local de Saint-Pierre et Miquelon ont été frappés tour à tour. Jusqu'à présent, ils n'ont pas obtenu de compensation. Je suis convaincu que M. le

ministre connaîtra que nous avons signalé ici des faits choquants, que ces fonctionnaires n'ont eu que le sort de leur devoir et qu'il faudra leur donner les justes compensations qui leur sont dues. J'oubliais de vous dire, en effet, qu'on ne s'est pas borné à l'appel de M. Sazie, dont tous ceux qui le connaissent font l'éloge ; mais l'agent des douanes, M. Jules-Jean Baptiste, a été également appelé. On a donné à ce rappel la raison d'une mesure d'économie. Les douanes avaient à leur tête un vérificateur adjoint et un commis de 1re classe. Or on rappelle M. Philippi, qui était commis de 1re classe titulaire, qui avait le nombre d'années de services nécessaire pour obtenir de l'avancement la-bas, et on envoie à Saint-Pierre et Miquelon un vérificateur adjoint, choisi par le même grand armateur, M. Légasse. A l'arrivée de M. Philippi en France, on a été obligé de reconnaître que cet agent était méritant et on lui a donné le grade qu'il a fallu avoir pour rester à Saint-Pierre et Miquelon ; on l'a nommé vérificateur adjoint.

Voilà comment les choses se passent. Auparavant il y avait eu un instituteur, qui avait organisé l'instruction laïque à la satisfaction de tous dans la colonie : M. Coudert. Cet instituteur a été rappelé, lui aussi, pour avoir en l'audace de critiquer un sermon d'un curé de Saint-Pierre...

M. Lasies. Il y a allé ; c'est pour cela qu'on l'a révoqué.

M. Paul Constans. ... qui avait blâmé ce qu'il appelait l'école sans Dieu, et fait le procès de l'école laïque, contre laquelle M. Légasse, délégué élu au conseil supérieur des colonies, avait engagé une lutte acharnée, faisant partir les uns après les autres, les enfants qui la fréquentaient.

Jamais, monsieur le ministre, aucune enquête n'a été ordonnée sur ces faits. Jamais on n'a dit à M. Coudert pourquoi il avait été rappelé, pas plus qu'à M. Sazie, ni à M. Michas, ni à M. Philippi, ni à M. Teulon. M. Lagrosillière, avocat-avocat, à son retour à Saint-Pierre et Miquelon, a trouvé toutes ses affaires pendant jugées par défaut ; on lui a supprimé toutes les affaires où il était commis comme syndic.

M. Lasies. Pauvre garçon !

M. Paul Constans. Il est possible, mon cher collègue, que vous en riez...

M. Lasies. Mais pas du tout ! Ne me prêtez pas des sentiments que je n'ai pas. Je le plains.

M. Paul Constans. M. Lagrosillière, en un mot, a été complètement ruiné par la volonté, les agissements de magistrats et de fonctionnaires, à l'heure actuelle entièrement à la dévotion de M. Légasse.

J'en aurai fini, messieurs, lorsque je vous aurai entre-tenu des marins pêcheurs de morues. La question est ici à sa place, puisque Saint-Pierre et Miquelon et sa marine relèvent du ministère des colonies.

Saint-Pierre ressemble beaucoup plus — je l'ai dit au début — à un faubourg de Douarnenez ou de Saint-Malo qu'à nos autres colonies.

M. le rapporteur. Ce sont, en effet, nos populations de l'Ouest qui l'ont peuplé.

M. Paul Constans. N'est-il pas absurde d'appliquer à ces possessions notre législation coloniale habituelle ?

Je note, en passant, que le ministre actuel — et je l'en félicite — semble avoir compris cette anomalie puisqu'il a décidé — il l'a annoncé ce matin — de supprimer le gouverneur de Saint-Pierre et Miquelon, personnage toujours soucieux de jouer un rôle politique important, chose inutile, et, nous l'avons vu, surtout dangereuse, puisque ce personnage, sous quelque émanation qu'il apparaisse, déclare toujours qu'il ne peut gouverner qu'avec les capitalistes et le clergé représentant le pouvoir économique et les influences politiques.

Le travailleur de la mer est ordinairement exploité. Non seulement il travaille neuf fois sur dix pour le roi de Prusse — je vais l'établir — mais les employeurs, ses maîtres — car, dans l'industrie de la pêche, l'armateur ressemble beaucoup plus au négrier qu'au patron d'industrie — le dégradent moralement et physiquement par l'alcool, avec la complicité, d'ailleurs, de l'administration de la marine. Cette administration se réclame, dans de belles circulaires, de la protection des gens de mer ; mais sa protection se manifeste surtout par l'application aux prolétaires de la mer de ce décret-loi disciplinaire du 24 mars 1852 qui est la honte de notre législation maritime.

Le pêcheur de morue est, je suppose, engagé aux environs de Saint-Malo, où il a passé l'hiver en vivant à crédit, car il trouve rarement du travail pendant cette saison. En février ou mars, il est recruté par les agents de l'armateur. Au moment de l'engagement, il touche un denier à Dieu. Dans le langage courant, denier à Dieu veut dire cadeau ; mais ici ce n'est pas le cas. Ce denier à Dieu proportionnel à la fonction du marin varie entre, fr. pour le mousse et 150 fr. pour le patron.

Or, dans toutes les chartes-parties renfermant les conditions d'engagement, il est stipulé qu'ces deniers à Dieu seront déduits du produit de la pêche dans la répartition des parts revenant à l'équipage. C'est ainsi qu'un mousse, par exemple supportera sur sa part une retenue proportionnelle à tous les deniers à Dieu versés, même à celui du patron, qui s'élève à 150 fr. Vous m'objecterez peut-être que les conditions d'engagement sont libres, et que, puisque les marins les acceptent, dans les bureaux de l'inscription maritime, tout est, pour le mieux dans la meilleure et la plus juste des sociétés.

M. le rapporteur. Non, tout n'est pas pour le mieux. Les malheureux sont obligés de passer sous les fourches caudines des armateurs. Il faut voir

assisté à ces engagements sur les quais de Saint-Malo, pour savoir comment les choses se passent.

M. Paul Constant. Je suis heureux d'entendre cette parole de la bouche de M. le rapporteur à l'appui de ma thèse.

M. Gustave Rouanet. L'alcool est l'instrument de dégradation en même temps que d'exploitation.

M. Paul Constans. La plus part d'entre vous n'ont jamais en entre les mains de chartes-parties d'engagements de marins. Elles sont rédigées dans le style le plus compliqué et le plus obscur ; elles sont lues — quand elles le sont — devant les équipages rarement au complet, par un auxiliaire quelconque qui lit les divers articles des conditions d'engagement à la vapeur.

Or, ce jour de revue d'embarquement, qui est un jour de fête pour ces malheureux marins, destinés à mener, pendant sept ou huit mois une vie de galérien où ils seront exposés aux pires souffrances, souvent à la mort dans des conditions atroces, ce jour-là beaucoup ont un peu bu comme ils disent, et ils auraient besoin de trouver auprès de l'administration de la marine, un véritable protecteur ne se bornant pas à la lecture rapide de conventions souvent incompréhensibles, mais leur expliquant leurs droits, les mettant en garde contre les clauses hypocritement obscures et volontairement à doubles sens des chartes-parties. Mais, hélas ! ces revues d'embarquement ont quelque chose de particulièrement attristant. On a dès ce moment, la sensation que ces hommes sont regardés et traités comme du bétail humain dont la vie ne pèse pas lourd. N'est-ce pas un armateur de Saint-Pierre demandant au médecin en chef de l'hôpital comment se portaient un certain nombre de marins qui s'exprimait ainsi : « Comment vont mes bestiaux ? »

Après la revue, le marin touche des avances qu'il devra rembourser en fin de campagne ; or, ces avances servent à payer les fournisseurs divers qui ont fait crédit et à s'équiper ; à chaque campagne de pêche il faut en effet plusieurs paires de bottes, des vêtements cirés et ordinaires ; puis on embarque ces hommes ou plutôt on les parque sur des voiliers à vapeur, dans les conditions les plus antihygiéniques et sans aucune sécurité. Depuis quelques années les marins engagés pour les goélettes de Saint-Pierre, gagnaient ce port sur des vapeurs ; mais les armateurs les plus puissants, jugeant qu'il n'y a pas de petites économies et que la santé et la sécurité des hommes comptent peu, puisqu'en cas de naufrage l'assurance paye le bateau et les frais et toutes les avances perçues par les marins, les armateurs ont l'année dernière particulièrement, penser à charger les voiliers avec leurs marins. Résultat : un de ces bateaux, les *Courriers-réunis*, perdus corps et biens avec cent cinquante prolétaires, dont une quarantaine d'enfants.

Ces tristes événements, qui mettent en deuil la côte bretonne, passent vraiment trop inaperçus dans ce pays. Il y aurait matière à rechercher les responsabilités qui pèsent sur certains capitalistes rapaces pour qui la personnalité humaine n'est que de la chair à exploitation. Il est intéressant à noter que ces capitalistes affrètent leurs meilleurs navires au transport du matériel dont ils ont un besoin urgent, et chargent sur les vieux rossignols de leur flotte la cargaison humaine facilement remplacée et dont la perte ne nuit pas aux petites et aux grandes affaires.

Et vous savez bien, messieurs, que c'est la vérité même ; c'est principalement dans l'industrie de la pêche qu'il est exact de dire que l'outillage humain compte très peu parce que avec le développement du machinisme, comme le remplacement, pour la pêche, des bateaux à voiles par des bateaux à vapeur, on a pu de moins en moins de la main-d'œuvre humaine.

Les marins arrivés à Saint-Pierre, ce sera l'embarquement sur la goélette de pêche. Avant son départ, celle-ci subira la classique visite d'experts. Ces experts, tous plus ou moins dépendants des armateurs locaux dont ils sont les fournisseurs, trouvent toujours que tout est bien ; ils donnent très facilement l'exeat à ces navires qui, au premier coup de vent, coulent par voie d'eau, à ces goélettes dont les unes ne possèdent que des engins réglementaires insuffisants, boîte à eau, biscuits, etc., et le pêcheur qui partira à la dérive dans son doris, era quelquefois retrouvé mort de soif parce que les armateurs ont placé dans le doris, des boîtes insuffisantes, dans les barils, de l'eau pourrie, dans les cambuses des bateaux, des biscuits avariés.

Pendant la campagne de pêche, ce sera pour le pêcheur une vie de bagnard ; nourri de morue ou plus exactement de débris de morue et d'alcool. (Mouvements divers)

— C'est la vérité : on peut le lire dans les rapports officiels — il est logé dans des cabes malpropres où il peut, couché sur des paillasses pourries ; le pêcheur, le mousse en particulier, sera soumis aux plus mauvais traitements, car le patron de pêche n'est pas le protecteur des marins : il est avant tout, le domestique de l'armateur ; il est a priori, le patron, l'ennemi de ses hommes.

Je n'insiste pas sur la question des mousses. Certains incidents retentissants ont démontré jusqu'à l'évidence ce qu'il y a d'odieuse à permettre l'embarquement de ces enfants qui, à bord, n'apprennent pas le métier de marin, puisqu'ils sont chargés de faire la cuisine et d'assurer la propreté des locaux, mais apprennent à devenir alcooliques et souvent vicieux. Lisez ces rapports, pourtant bien modérés, des chefs de la division navale de Terre Neuve ; voyez quelle est la proportion des mousses atteints de maladies syphilitiques ; vous frémisserez. Souvent ces enfants de treize ans

qu'on livre sans défense à un patron et à des hommes quelquefois brutaux doivent contenter et servir vingt-trois hommes d'équipage. Vous devinez les caresses que cet enfant doit recevoir quand le patron est mécontent de lui !

Voilà quelle est la situation lamentable de ces mousses : voilà M. le Ministre ou il faudrait porter votre hache et frapper avec énergie, car ce sont là des institutions véritablement révoltantes, à notre époque de civilisation.

Il faut supprimer les mousses à bord des goélettes de pêche ; tout le monde le demande. Qu'attendons-nous pour réaliser cette simple réforme ? Qu'il y ait de nouveaux cadavres, de nouvelles générations d'hommes dégradés par l'alcool, les mauvais traitements et le reste ? (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche)

L'alcool favorise les desins de l'armateur, ainsi que le disait tout à l'heure mon collègue et ami M. Rouanet ; l'alcool consommé à bord des bateaux de pêche n'a coûté presque rien, il est inférieur à l'alcool à brûler. Cela est historique.

Un armateur, et ici je ne veux pas faire de personnalité — d'ailleurs ce serait à peu près toujours le même nom qui reviendrait — un armateur adjudicataire de la fourniture d'alcool pour l'hôpital de Saint-Pierre livrait un liquide qui, employé dans une lampe, encrassait la lampe. Je pourrais citer le nom du pharmacien militaire qui a fait l'expérience.

D'autre part, il est avéré que sans alcool les marins ne marcheraient pas. Les armateurs exploitent le vice de ces hommes.

Gorgé d'alcool, le marin brave momentanément la brume, le vent. Devenu inconscient, il ne se rend pas compte de sa force, de ce qu'il pourrait obtenir par l'organisation, par la lutte contre ses ennemis de classe. Ainsi on endort l'énergie de ces prolétaires par le poison, et l'Etat qui affiche dans de belles phrases sa sollicitude pour les marins du commerce, « admirable réservoir — suivant la formule officielle — ou l'on puise le personnel de la flotte », affecte de ne pas voir que cette industrie de la pêche pour laquelle les contribuables français payent des millions ; sous forme de primes au profit d'armateurs, n'est qu'une exploitation sans limite du pêcheur, qui est atteint physiquement, en outre, et de la manière la plus grave, par les conditions d'assistance qu'on lui fait. Oui, cette industrie nous coûte cher, et il ne serait peut-être pas excessif d'exiger en retour des capitalistes gorgés des primes un traitement minimum obligatoire des marins ; faute de se soumettre aux prescriptions réglementaires édictées par le département de la marine, ils perdraient le droit à la prime. Voilà le remède, à mon avis. Il faut le dire bien haut, ces armateurs opulents ne doivent qu'en partie leur richesse aux primes réglementaires et légales : quelques grosses maisons ont si bien joué de la fraude sur les produits à leur début qu'en peu d'années elles faisaient des capitaux considérables. Il y a si peu de différence, en effet, entre une morue dite « française » et une morue dite « étrangère ». La fin de la campagne de pêche arrive. Savez-vous tout ce qui est à déduire de la part du pêcheur ? c'est par ces considérations d'ordre économiques que je veux terminer.

Il y a à déduire

- 1° L'achat de la boîte, le plus souvent une somme énorme que le marin doit accepter : il n'a aucun moyen de contrôle ;
 - 2° Une commission de 3 p. 100 à l'armateur pour ses peines et soins, peines et soins pour lesquels il fait déjà un bénéfice en majorant ses comptes du boîte ;
 - 3° Les gratifications des patrons de doris qui sont donc payées en parti par les travailleurs ;
 - 4° Tous les frais occasionnés par les mouvements du bateau : pilotage, etc.
- Sur la part qui revient à l'équipage, on retient ensuite tous les deniers à Dieu, les frais d'engagements du patron, les gratifications des pêcheurs engagés, etc., etc.

Puis on divise en parts ; et sur la part de chaque pêcheur on retire ce qui revient à la caisse des invalides ; on déduit en outre les fournitures faites.

Nouveau scandale, car chaque armateur à une boutique de marchand ; et ils poussent à la consommation, les bonnes années, particulièrement, en prévision des salaires à revenir.

Muni d'un livret enregistré qui fait foi en justice — et ici, messieurs, j'appelle tout particulièrement votre attention — le marin achète à crédit chez son fournisseur, qui est presque toujours son armateur et ce qui est vendu au public 5 fr. est porté au double, quelquefois au triple sur le livret de l'homme ! On transforme ainsi les bouteilles d'absinthe ou de bitter en mitaines ou en bottes. A la fin de la campagne que va-t-il lui rester ? Rien, presque toujours.

Ce qui est scandaleux dans ce système, c'est le bénéfice considérable que l'armateur tire de l'homme, tire même des salaires qu'il doit à l'homme.

Savez-vous qui fixe le prix moyen de la morue qui sert à établir les comptes de pêche ? C'est la chambre de commerce, composée exclusivement d'armateurs. Aussi ce prix est-il toujours inférieur de 1 fr. 50 à 2 fr. au prix moyen réel ; et 100.000 fr. à 150.000 fr. de saque sont ainsi volés aux marins !

Après avoir brimé, souffert, après être devenu un peu plus alcoolique, après avoir contracté souvent les plus graves maladies, l'homme repart toujours sur un voilier, l'arrivé dans une cale sans air, et sans lumière ; l'arrive, là-bas — quand il ne reste pas en route, comme en 1902, les 170 jeunes gravières perdus sur le *Jules-Jean-Baptiste*.

Je ne parle pas du déchet énorme survenu en cours de campagne ! et, pas plus riche qu'avant, le pêcheur recommencera, car ce métier horrible l'empêche de mourir de faim, et il faut avoir le courage de le dire la perspective d'avoir un peu d'alcool pendant quelques mois le séduit aussi. Quand donc comprendra-t-il que l'alcool n'est qu'un moyen terrible employé par ses maîtres pour l'asservir et détruire en lui toute révolte consciente ?

M. **Gustave Rouanet**. Très bien !

M. **Paul Constans**. Voilà un aperçu, messieurs, aussi rapide qu'il m'était possible de le faire, de la vie des marins pêcheurs de morues. Ces observations ne sont nullement étrangères à mon sujet, car les maîtres les plus puissants de ces prolétaires sont à Saint-Pierre les chefs absolus du pays, choisissant les gouverneurs, les magistrats, les fonctionnaires, brisant ce qui leur résiste, soutenus par le clergé dont le chef et le frère même du plus dangereux de ces capitalistes et ne se sert de la religion que pour faire prospérer les affaires commerciales de ses parents.

Ces hommes, et surtout cet homme dont je vous ai parlé, ne briguent la puissance politique que pour mieux continuer leur besogne de capitalistes ; leur fortune est acquise dans un nombre d'années étonnamment faible ; ils sont insensibles à toutes les misères, à toutes les ruines, à tous les deuils sur lesquels cette fortune s'est échaffaudée.

Je m'arrête. Comme sanction des observations que je viens de présenter, monsieur le ministre, je demande simplement à la chambre de vous prier d'inviter votre administrateur — celui qui, d'après votre dernière décision, remplacera le gouverneur dans l'attitude a été si lamentablement la même depuis le départ de M. Samary — à secouer le joug de l'homme dont j'ai parlé, qui a le droit de s'occuper de ses intérêts particuliers comme il l'entend, mais qui n'a pas le droit d'associer à sa fortune, de rendre complices de ses agissements les administrateurs de la colonie.

Je vous demande en second lieu, monsieur le ministre, d'appliquer une mesure de justice à l'égard de tous ces fonctionnaires irréprochables qui ont été rappelés, frappés uniquement parce qu'ils avaient refusé la mainmise de M. le délégué au conseil supérieur des colonies et de servir ses intérêts financiers.

On est allé plus loin : on a essayé de salir les fonctionnaires qu'on frappait ainsi — et c'est uniquement pour ne pas allonger ces observations, déjà longues évidemment, que je n'ai pas donné de détails plus précis sur des faits capables de soulever l'indignation de la chambre toute entière.

J'espère que M. le ministre s'inspirera de ces sentiments de justice pour faire à Saint-Pierre et Miquelon l'œuvre qu'il est nécessaire d'y accomplir pour l'honneur de la conscience française. (Applaudissements à l'extrême gauche)

M. le **président**. La parole est à M. le ministre des colonies.

M. le **ministre des colonies**. La Chambre m'excusera de ne pas suivre M. Constans dans les développements qu'elle vient d'entendre ; il me suffira de dire que je tiendrai le plus grand compte de ses observations et que je les transmettrai, pour autant qu'elles les concernent, à mes collègues du commerce et de la marine.

Je tiens simplement à dire que la plupart des déplacements dont a parlé l'honorable M. Constans sont antérieurs à mon arrivée au ministère des colonies. M. Michas est le seul magistrat, je crois, qui ait été rappelé par moi ; et il a été à la suite d'une arrestation ordonnée par lui, mais non maintenue, du délégué élu de la colonie, c'est-à-dire du représentant direct élu par le suffrage universel : j'ai estimé qu'il n'était pas possible qu'un magistrat fût en conflit aussi aigu avec un représentant élu, mais M. Michas, oin d'avoir été disgracié, a eu un avancement.

Je tiens à déclarer à l'honorable M. Paul Constans que pour les fonctionnaires déplacés avant

mon arrivée je suis prêt à rechercher les compensations possibles (très bien ; très bien.) Je tiens à lui dire aussi que M. Angoulvant, gouverneur de Saint-Pierre et Miquelon, est un administrateur émérite, un de mes meilleurs gouverneurs, un de ceux en qui j'ai pleine confiance, et un très ferme républicain.

M. **Paul Constans**. Il ne l'a guère montré à Saint-Pierre et Miquelon, monsieur le ministre

M. le **ministre des colonies**. Mais administrer Saint-Pierre n'est pas chose facile ! M. Angoulvant a été pris entre tous les partis qui divisent ce malheureux pays ; il n'a voulu se mettre au service d'aucun d'eux.

La solution était la réorganisation ou mieux la simplification de l'administration de Saint-Pierre, je l'ai décidée et réalisée.

Comme on l'a fort bien dit, Saint-Pierre n'est qu'un faubourg de Saint-Malo. Le maintien d'un gouverneur pour une colonie aussi petite se justifiait tant que nous avions des difficultés au French Shore ; ces difficultés sont aujourd'hui, sinon solutionnées, en tous cas très atténuées ; il était inutile dès lors d'envoyer dans l'île un gouverneur personnage considérable et coûteux. Saint-Pierre, sera dorénavant dirigé par un administrateur, je choisirai un fonctionnaire rompu aux difficultés administratives qui s'occupera uniquement des intérêts économiques de la colonie.

La malheureuse colonie de Saint-Pierre est dans la détresse. On vous a dit, et je le répète, que le navire fait eau de toutes parts il faut de l'union. Ce n'est pas au moment où le navire fait eau de toutes parts que les matelots doivent s'entre-déchirer. (Très-bien ! très-bien.)

M. **Paul Constans** (Allier). Monsieur le ministre vous avez dit avec raison : Que voulez-vous que fit M. le gouverneur Angoulvant ferme républicain, avant d'aller à Saint-Pierre et Miquelon, en présence d'un délégué au conseil supérieur des colonies tout puissant ? Je veux seulement donner lecture de quelques affiches pour montrer par quels procédés on se fait élire délégué au conseil supérieur des colonies.

Voici ce qui a été affiché sur les murs de Saint-Pierre et Miquelon au moment des élections municipales, après la dissolution du conseil municipal qui déplaisait à M. le délégué :

« Souvenez-vous de la Martinique ! » Là aussi on a renvoyé les frères. Tous ensemble votons pour l'Eglise !

« Toujours pour l'Eglise ! »

« Le malheur tombera sur tous ceux qui ne voteront pas pour la reconstruction de notre chère Eglise.

? Souvenez-vous en ! »

D'ailleurs, le conseil municipal dissous ne refusait pas la reconstruction de l'Eglise.

J'ai l'a encore d'autres affiches ; mais je n'insiste pas ; je crois avoir surabondamment démontré par quels procédés et par quel abus de son influence M. Légasse est toujours délégué au conseil supérieur des colonies, et pourquoi il conserve toujours là-bas la puissance économique.

M. **Gustave Rouanet**. Et l'heureux élu se dit d'ailleurs démocrate et franc-maçon. (Exclamations et rires.)

M. **Paul Constans**. Il se fait appuyer par les francs-maçons, en tout cas !

M. **C. de Bauregard**. (Indre). C'est la meilleure politique !

M. **Paul Constans**. Je citerai cette dernière ligne

« Chers marins souvenez-vous que l'Eglise vous attend pour célébrer votre heureux retour, etc. »

Ce sont là des exemples frappants de la manière dont on fait la politique à Saint-Pierre, et cela démontre suffisamment quels sont les procédés que le personnage dont je parle a dû employer pour empêcher à tout prix les observations que j'ai présentées, d'arriver à la tribune de la Chambre.

M. Le **Président** Personne ne demande plus la

parole ? . . .

Je mets aux voix le chapitre 22, au chiffre 80,000 francs.

(Le chapitre 22, mis aux voix, est adopté.)

Archibald & Co NORTH-SYDNEY. C. B.

Charbon et armement dans toutes ses branches

La maison Archibald & Cie est la plus ancienne de Sydney, elle a la consignation de la presque totalité de la flotte de pêcheurs de boîte. C'est la seule maison d'armement à Sydney où l'on parle français.

AVIS

L'imprimerie de la VIGIE a l'honneur d'informer le public qu'elle peut exécuter tous travaux, tels que, lettres de deuil, cartes de commerce, cartes de visite, affiches, factures, connaissances etc.. etc..

à des prix modérés

A VENDRE

Plusieurs Maisons
Dans de bonnes conditions

S'adresser à

M. M. St-Martin Légasse neveu et C^{ie}

Pianos à Louer

Au mois ou à l'année

S'adresser chez M. J-B. Legasse neveu
Rue Truguet

AVIS

une

personne très recommandable

DEMANDE A SE PLACER

comme cuisinière

S'adresser au bureau du Journal

Le gérant Fernand Dotsabide

Imprimerie La VIGIE